

GOVERNANCE MONDIALE ET PAUVRETÉ DES CRISES ÉCONOMIQUES ET DES INÉGALITÉS INTERNATIONALES DES REVENUS

Nécessité du développement durable

Introduction

Charles MAYOLA Mavunza, Docteur en Philosophie/ Université de Lubumbashi, (RD Congo).
Professeur ordinaire affecté à l'Université de Kinshasa et prestant aussi dans d'autres universités de la RD Congo.
chmayolam@gmail.com

La gouvernance mondiale a arrêté 17 objectifs mondiaux d'inspiration socio-écologique, les Objectifs du Développement Durable (ODD), pour réaliser 3 accomplissements extraordinaires, de 2016 à 2030, ceux de mettre fin à l'extrême pauvreté, de lutter contre les inégalités et l'injustice, et de régler le problème des changements climatiques². Elle s'est ainsi proposée de *parachever*³ les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), d'inspiration économique, qui n'ont pas éliminé l'extrême pauvreté dans le monde et en Afrique, de 2000 à 2015.

Les ODD réaliseront totalement le projet des OMD s'ils sont mus par une *gouvernance mondiale*⁴ capable de concevoir des *solutions durables* aux problèmes de développement. Cette gouvernance devra répondre au défi écologique du développement durable. C'est la thèse de cette réflexion qui, graduellement, 1) rend compte de l'histoire des objectifs mondiaux récents, 2) dévoile les visages de la pauvreté qu'ils combattent, 3) explique l'échec de l'éradication de cette pauvreté à partir de l'inefficience des stratégies de courte durée la combattant, 4) indique la stratégie de la gouvernance du développement durable pour des solutions globales et efficaces.

2 The global goals, « 17 objectifs mondiaux pour de développement durable » (<http://www.msn.com/fr-ca/actualites/globalgoals/17-objectifs-mondiaux-pour-le-d%C3%A9veloppement/ss-AAeCs7#image=2>, consulté le 6 novembre 2015).

3 « Les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 de l'ONU » (<http://www.technologieeducationculture.fr/article.php?sid=841> du 6 novembre 2015).

4 À propos de cette gouvernance mondiale, lire aussi la troisième voie d'avenir « Mettre en place une gouvernance démocratique mondiale » de Thierry HANCE, dans son ouvrage *Dix voies d'avenir pour neuf milliards d'humains*, Préface d'Olivier De SCHUTTER, Bruxelles, Édition Racine, 2012, 182 p.

1. Pour une histoire des objectifs mondiaux récents

Pour les tenants de la « naturalité » tant de la pauvreté entendue comme l'absence d'accès aux biens et aux services essentiels de la vie, que de l'inéluctabilité des inégalités dans l'accès aux droits à la vie, le monde et l'Afrique ne sortiront pas du cercle vicieux de la pauvreté dans lequel ils se seront enlisés. Les faits de leur prédiction sont les suivants pour l'Afrique, tels que rapportés dans une publication de 2004 de Ricardo Petrella, au début de la mise en œuvre des OMD : 1) il y a 40 ans, le revenu moyen africain représentait 14% du revenu des pays développés, contre 7% en 2004 ; 2) la part africaine dans le commerce mondial est passée de 204% en 1970 à 1% en 2000 ; 3) en 1998, sur 622 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger (IDE), seuls 8,3 milliards (soit 1,3%) ont eu pour destination l'Afrique ; 4) la totalité des 21 pays ayant le taux de prévalence de VIH le plus élevé se trouvait en Afrique subsaharienne en 2004...⁵

Nelson Mandela ne partage pas la thèse de la naturalité de la pauvreté et des inégalités des revenus : « *Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. Elle a été forgée par l'homme et peut être vaincue en éliminant certaines actions des êtres humains, explique-t-il* »⁶.

John F. Kennedy est de l'avis de Nelson Mandela : « *Nos problèmes ont été créés par l'homme et doivent donc être réglés par l'homme. L'homme peut être aussi grand qu'il le souhaite. Aucun problème du destin de l'homme n'est trop grand pour les êtres humains, affirme-t-il* »⁷.

Et pourtant, les OMD avaient été décidés sous l'impulsion de la naturalité en substituant la pauvreté qui était économiquement éradicable par l'extrême pauvreté. Les dirigeants des pays les plus développés, parce qu'ils ne croyaient pas en l'éradication de la pauvreté, avaient redéfini au rabais les objectifs de la lutte contre ce fléau mondial. De l'objectif visant son éradication totale, ils étaient passés à l'objectif de la réduction de moitié, en l'an 2015, uniquement du nombre de personnes « extrêmement pauvres... »⁸.

Les ODD ont corrigé le « réalisme » des OMD. Ils ont réaffirmé l'éradication de la pauvreté que le PNUD avait déclarée réalisable dans son *Rapport sur le Développement 1997*. Le premier des 17 ODD vise l'élimination de la pauvreté, sous toutes ses formes et partout dans le monde. Cet ODD confirme le droit à la vie pour tous, l'idée que l'on puisse éradiquer la pauvreté par des actions prises au niveau des États et par la communauté internationale, et non seulement à l'initiative des individus⁹.

5 Ricardo PETRELLA, *Désir d'humanité. Le droit de rêver*, Bruxelles, Éditions Labor, 2004, pp. 96-98.

6 Cité en dessous du 1^{er} objectif des ODD dans « Les 17 objectifs... », o.c.

7 Cité en dessous du 17^e objectif des ODD dans « 17 objectifs... », o.c.

8 Ricardo PETRELLA, *Désir...*, o.c., p. 100.

9 « 17 objectifs mondiaux... », o.c.

2. Les visages principaux de la pauvreté des objectifs mondiaux

La pauvreté à éradiquer par les objectifs mondiaux se présente sous deux visages. L'un, des crises économiques mondiales, particulièrement celle des années 2008 et suivantes, et dont les manifestations et les conséquences sont visibles et tangibles. L'autre, des inégalités internationales des revenus qui se sont creusées, partout dans le monde, depuis 1980, et dont l'évolution est moins visible et se faisant presque sans bruit¹⁰.

2.1. Le visage de la crise économique mondiale des années 2008 et suivantes

La crise économique de 2008, quelquefois appelée dans le monde anglophone « Grande Récession » (*Great recession*), est considérée comme la pire depuis la Grande Dépression de 1929. Cette crise est une récession dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés du monde. Les États-Unis ont été les premiers en décembre 2007. Ils ont été suivis par plusieurs pays européens, au cours des années 2008, ainsi que par la zone euro dans son ensemble¹¹.

Cette crise est marquée par une forte hausse des prix du pétrole et des produits agricoles, conséquence d'une période de crédit facile, de régulations et de supervisions inadéquates ou d'inégalités croissantes. Le 2 janvier 2008, le prix du baril de pétrole dépasse 100 dollars. Fin 2008, il coûte moins de 35 dollars. La masse monétaire des pays exportateurs de pétrole excédentaire devenait tout d'un coup déficitaire par rapport aux biens et services disponibles. L'excédent de cette masse monétaire les années précédentes est un des éléments explicatifs des déséquilibres macroéconomiques mondiaux. Cet excédent a amené les États-Unis à emprunter massivement aux pays producteurs de pétrole ainsi qu'aux Chinois et aux Japonais. L'on se trouve devant une Amérique qui dépense et emprunte trop et une Chine qui consomme et importe trop peu.

Les prêts hypothécaires américains ont été, à l'été 2007, l'élément déclencheur de la crise financière qui a entraîné la crise économique de 2008-2010. Les faits de cette crise financière sont les suivants, tels que contés par Patrick Artus, selon Marie Grosgeorge qui écrit :

Entre 2002 et 2006, se met en place une bulle immobilière aux États-Unis lors de laquelle les crédits hypothécaires (subprimes) sont accordés notamment aux salariés pauvres américains. Ce système n'est viable

10 Deepak NAYYAR, « C'est l'emploi qui compte : relancer la croissance et réduire les inégalités », dans *Revue internationale du Travail* (2014/3), pp. 381-382.

11 La synthèse des données ci-dessous a été construite à partir de ces deux textes principaux intitulés :
- « Crise économique mondiale des années 2008 et suivantes » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise%C3%99conomique_mondiale_des_anne%,](https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise%C3%99conomique_mondiale_des_anne%202008_et_suivantes) du 6/11/2015), p. 1.
- « Crise mondiale, emplois et protection sociale », de STIGLITZ Joseph, in *Revue Internationale du Travail* (2009/1-2), pp. 1-14.

qu'à condition que les taux des prêts restent bas et que la valeur des immeubles continue d'augmenter, garantissant ainsi le capital et les intérêts de ces prêts. En 2006, le taux directeur de la réserve fédérale américaine atteint 5,75% (contre 2% trois ans auparavant). Or, les prêts subprimés sont souvent indexés sur ce taux. Un nombre toujours plus important d'emprunteurs se trouvent en situation de défaut de remboursement, les biens immobiliers étant ensuite saisis et vendus aux enchères. C'est le début d'un renversement de tendance : les prix immobiliers baissent, faisant par conséquent baisser la valeur des hypothèques. À l'été 2007, le marché immobilier américain est donc dans une situation de chute de la demande, entraînant une baisse du prix de l'immobilier et rendant ainsi beaucoup de ménages américains emprunteurs insolvables... Du secteur bancaire, la crise atteint ensuite le secteur de l'économie réelle : les entreprises font désormais face à des difficultés de financement suite à une forte hausse des primes de risque touchant tous les types de financement (obligations, crédits bancaires, actions). Enfin, le secteur interbancaire est, lui aussi, mis en difficulté dans un contexte de crise de liquidité et de difficultés de financement des banques (là encore, hausse des primes de risque sur toutes les formes de financement). À l'été 2008, cette crise de liquidité des banques se répercute sur les entreprises en conduisant à un rationnement du crédit¹².

Les faits de la crise financière rapportés ci-dessus rappellent que les banques avaient fait des prêts à des taux raisonnables à des acheteurs n'ayant pas nécessairement le salaire adéquat pour payer les taux d'intérêts. Les acheteurs n'étant pas en mesure de payer leurs hypothèques, des milliers des personnes s'étaient retrouvées en situation de faillite. Avec la baisse des actions et des prix des maisons, des grandes banques américaines et européennes avaient perdu beaucoup d'argent. En dépit des aides massives accordées par les États pour pallier les menaces de faillite et de crise bancaire systématique, il en a résulté une récession mondiale qui a conduit à un ralentissement du *commerce international*, à une *hausse du chômage* et à une *baisse des prix des produits de base*.

Le commerce international est nécessaire aux pays en développement. Il comble le fossé technologique qui sépare ces pays des pays développés. Il permet d'obtenir des devises et d'acquérir des technologies étrangères. Les entreprises qui produisent pour des marchés aux tarifs mondiaux sont stratégiquement importantes pour le développement économique. Elles sont également des gros pourvoyeurs d'emplois¹³.

12 Marie GROSSEGEORGE, « Les crises financières », in *Idées économiques et sociales* 156 (2009), pp. 23-31 (<http://www.cairn.info-revue-idees/economiques-et-sociales-2009-2-page23.htm>).

13 David KUCERA et Leanne RONCOLATO, « Libéralisation des échanges, emploi et inégalités en Inde et en Afrique du Sud », in *Revue internationale du Travail* (2011/1-2), p. 1.

La crise économique mondiale des années 2008 et suivantes a affecté tous les pays du monde, y compris les pays en développement. Du fait de la mondialisation, on vit dans un *monde économique intégré*, et une crise de première ampleur ne peut se produire dans le pays le plus riche du monde sans avoir des implications dans tous les autres pays. La façon dont la mondialisation a été conduite a permis aux États-Unis d'exporter leurs créances hypothécaires toxiques. Si le reste du monde ne les avait pas achetés comme il l'a fait, la crise aurait été bien pire aux États-Unis.

La crise économique a affecté les pays en développement qui avaient mené des politiques financières bien meilleures que celle des États-Unis, en évitant les excès des marchés financiers américains.

Les voies par lesquelles cette crise avait affecté tous les pays du monde sont multiples. La plus directe est celle des marchés financiers. Les flux des capitaux, qui étaient si abondants les bonnes années, ayant connu un retournement, l'accès aux financements était devenu un problème dans beaucoup de pays en développement. Une autre de ces voies est l'effondrement sans précédent des exportations. Il y a eu des répercussions sur les flux internationaux de main-d'œuvre et les envois des fonds des migrants. Lorsque l'emploi baisse, les travailleurs immigrants sont parmi les plus touchés.

En 2010, la récession semble sur le point de se terminer en laissant place à une croissance lente, à une stagnation économique, à un important chômage progressif, à une implosion des dettes publiques, à d'importants déséquilibres dans les balances des transactions courantes. Le déséquilibre économique (chômage, balances commerciales, dettes) demeure, et les structures financières et bancaires qui ont provoqué la crise, n'ont pas réellement été changées¹⁴. Bien que la Chine commence à consommer davantage, les exportations restent pour elle très importantes et les déséquilibres commerciaux avec le reste du monde, notamment avec les États-Unis, risquent de perdurer. Une concurrence mondiale exacerbée dans un contexte d'un Yuan (la monnaie chinoise) sous-évaluée, est à craindre.

2.2. Le visage des inégalités internationales des revenus

Le phénomène inégalitaire entre nations est récent. Il est le produit des deux derniers siècles. À l'aube de la première révolution industrielle, l'écart des revenus par habitant entre l'Europe Occidentale, l'Inde, l'Afrique ou la Chine, est probablement inférieur à 30% seulement. Tout est bouleversé avec la révolution industrielle qui creuse brutalement un écart entre les nations. En 1870, le revenu par tête des nations les plus riches est déjà 11 fois plus élevé que le revenu par tête des nations les plus pauvres. En 1995,

¹⁴ Thierry HANCE, *Dix voies...*, p. 109.

ce chiffre est multiplié par 5 : les plus riches sont 50 fois plus riches que les plus pauvres. Depuis 2013, d'après les données du FMI, la part des pays développés dans le PIB mondial est passée sous le seuil de 50%. Selon les estimations du PNUD, le ratio entre le revenu moyen par habitant dans les 20% des pays les plus riches et les 20% des pays les plus pauvres est passée de 30 en 1960 à 74 en 1997¹⁵.

Le phénomène des inégalités des revenus est également *spectaculaire*. Plus de la moitié de la concentration de la richesse mondiale, soit 110.000 milliards de dollars (97.441 milliards d'euros), est détenue par 1% de la population : « *Presque partout, la part du revenu national revenant à la moitié la plus pauvre de la population s'est réduite, tandis qu'augmentait la part des 1 pourcent les plus riches, voire des 0,1 pourcent des super-riches ou ultra-riches*, précise Deepak Nayyar »¹⁶. Dans une étude sur la richesse mondiale en 2015 rendue publique le 15 juin 2015, le Boston Consulting Group (BCG) révèle à ce propos que le nombre de millionnaires en dollars a cru de 16% en un an, et que l'Asie Pacifique (hors le Japon) devrait être la région comptant le plus de millionnaires en 2016, devant l'Amérique du Nord¹⁷.

Les facteurs productifs des inégalités des revenus sont naturels, culturels, économiques, technologiques et financiers.

Parmi les facteurs naturels, il y a l'inégalité de capacité entre les hommes, l'handicap physique ou mental, le vieillissement de la population :

La croissance de la proportion des personnes âgées – qui traditionnellement relève de régimes publics de pensions et de santé –, associée à une diminution relative de la population en âge de travailler payant les impôts, mettra à l'avenir les budgets publics sous pression, avertit Martin O'Brien¹⁸.

Parmi les facteurs culturels, il y a le genre et l'ethnie. L'on constate des disparités salariales, parfois très fortes, entre ethnies d'un pays où la population n'est pas ethniquement homogène.

Pour le genre, Graciela Chichilnisky et Elisabeth Hermann Frederiksen écrivent :

Dans les économies avancées, le taux d'activité des femmes a fortement augmenté au cours de la seconde moitié du siècle dernier. En outre, leur niveau d'instruction augmente. Aux États-Unis il a dépassé celui des hommes depuis le milieu des années quatre-vingt dix. Pourtant, malgré

15 Wikipedia (L'encyclopédie libre), « Inégalités de revenu » (http://fr.wikipedia.org/wiki/in%C3%A9galit%C3%A9_de_revenu, du 06/11/2015).

16 Deepak NAYYAR, « C'est l'emploi... », *a.c.*, p. 2.

17 Claire GUELAUD, « Les inégalités de revenus nuisent à la croissance », dans *Le Monde*, des 15 et 16/06/2015 (<http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/06/15/les-inegalites-de-revenus>).

18 Martin O'BRIEN, « Activité des hommes âgés dans les pays de l'OCDE : réforme des retraites et "armée de réserve des travailleurs" », in *Revue Internationale du Travail* (2010/3), p. 261.

ce renforcement de la position des femmes dans la main-d'œuvre, et bien que de nombreux pays aient inscrit le principe « à travail égal salaire égal » dans leur législation, le salaire des femmes semble rester inférieur à celui des hommes¹⁹.

Parmi les facteurs économiques, il y a l'inflation et le libre échange :

L'inflation des prix alimentaires et pétroliers, conséquences de la crise et des politiques monétaires expansionnistes qui ont suivi, est considérée comme une des raisons ayant poussé la population dans la rue lors de la révolution égyptienne de 2011 et lors de la révolution tunisienne de 2011, qui ont conduit à un changement de gouvernement dans ces deux pays, et ont eu une influence sur la guerre civile libyenne de 2011, lit-on dans Wikipedia²⁰.

Parmi les facteurs technologiques, il y a la *révolution numérique*. Avec cette révolution, les réseaux électroniques érigent l'information en fondement du pouvoir économique. La maîtrise de ces réseaux constitue une source d'enrichissement considérable, qui génère de l'inégalité quand elle reste la prérogative de quelques-uns.

À propos des facteurs financiers, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) pointe les effets nocifs d'une expansion excessive du crédit aux entreprises comme aux ménages.

Quant aux conséquences, les inégalités des revenus limitent la croissance économique du fait de la concentration du capital par les plus riches. Lorsque la part du revenu national de 20% de personnes les plus aisées augmente de 1%, le PIB progresse moins (-0,08%) dans les 5 ans qui suivent. En revanche, si c'est la part des 20% de personnes les plus pauvres qui accroît de 1%, le PIB progresse plus (+0,38%).

Les inégalités des revenus accroissent les taux des populations malades. Le taux de prévalence du VIH/SIDA est plus sensible dans les sociétés inégalitaires qui sont aussi statistiquement plus violentes que les sociétés égalitaires.

Les inégalités génèrent des crises économiques. La montée des inégalités aux États-Unis expliquerait aussi bien la crise de 2007 que celle de 1929 selon une étude publiée par le FMI en 2010. En effet, les ménages pauvres ont abondamment emprunté pour compenser la stagnation de leur revenu et maintenir un certain standard de vie, comparable à celui des Américains « d'en haut ». Les ménages aisés étaient à la recherche de rendements élevés pour placer leur surplus d'épargne : la soif d'endettement des ménages pauvres leur a permis d'investir dans des produits financiers adossés sur

19 Graciela CHICHILNISKY et Elisabeth HERMANN Frederiksen, « Une analyse en termes d'équilibre de l'écart salarial entre hommes et femmes », in *Revue Internationale du Travail* (2008/4), p. 321.

20 Wikipedia (L'encyclopédie libre), « Crise économique mondiale des années 2008 et suivantes » ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise%C3%A9conomique_mondiale_desann%](http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise%C3%A9conomique_mondiale_desann%2008_et_suivantes), consulté le 6 novembre 2015).

ces crédits. Cet endettement excessif des classes pauvres et moyennes a fragilisé le système financier : quand les prix de l'immobilier ont cessé de progresser, des emprunteurs ont fait défaut en masse²¹.

La pauvreté et les inégalités ont augmenté de façon importante en Afrique. Les facteurs cumulatifs expliquant cette augmentation sont : 1) la déstabilisation des économies de ces pays par les importations des produits agricoles subventionnés par les économies occidentales ; 2) le sous-développement des politiques sociales par les intérêts de la dette extérieure de ces pays ; 3) l'irresponsabilité des gouvernements locaux dans la réalisation des politiques de développement économique.

3. Des stratégies ponctuelles de lutte de courte durée contre la pauvreté des crises économiques et des inégalités internationales des revenus

La gouvernance mondiale contemporaine a actionné et conceptualisé des stratégies économiques contrant la crise économique de 2008 et les inégalités des revenus. Ces stratégies opportunes ont le défaut de n'être pas durables, et affaiblissent même l'économie mondiale. Ces stratégies sont nommées « renflouement des banques », « endettement », « productivité du travail », « stabilité des prix », « subventions », « emplois » ...

3.1. Le renflouement des banques

Par le renflouement des banques, les États ont voulu faire redémarrer le crédit en aggravant le moins possible la dette et le déficit publics. Dans les faits, ce renflouement a plutôt suscité, de la part des banques, des incitations perverses à détruire de la richesse plutôt qu'à en créer. Les banques ont dépensé l'argent renfloué en bonus et en dividendes. Les États leur avaient apporté du capital, mais sans aucun contrôle sur leurs prises de décisions. Si au lieu de renflouer les banques, les États avaient créé des banques avec l'argent renfloué, ils auraient créé de la richesse au lieu d'un creusement d'une dette publique avec l'argent mal dépensé. C'est ce qu'explique Joseph Stiglitz, dans le cas des États-Unis d'Amérique, en écrivant :

Des centaines de milliards de dollars ont été dépensés, creusant la dette publique sans accroître le crédit. Si l'on avait consacré 700 milliards de dollars à la création d'une banque sans arriérés, et autorisé un degré d'endettement de 12 pour 1 – ce qui est très modeste par rapport aux degrés très risqués de 30 pour 1, 50 pour 1, voire 100 pour 1 des banques renflouées –, ce degré de 12 pour 1 appliqué à 700 milliards de dollars des États-Unis aurait créé une capacité de crédit de 8,4 billions de dollars des États-Unis. Avec ces 700 milliards de dollars, on aurait pu créer la

21 « Inégalités de revenu », *a.c.*

capacité de crédit nécessaire au maintien de l'activité des entreprises, notamment des petites. Les profits de la nouvelle banque seraient revenus à l'État. Au lieu de cela, on a décidé de dépenser l'argent pour protéger des intérêts particuliers²².

Il y a donc un problème de *choix économique*, mais aussi *social*, dans le rétablissement de la santé financière mondiale. Si les États-Unis avaient opté pour le comblement du déficit de la sécurité sociale, pour moins d'argent, 560 milliards de dollars des États-Unis, ils auraient rétabli durablement la santé financière du système national de sécurité sociale, dans l'intérêt des générations à venir. On aurait pu dire à tous les retraités américains que, dans les 75 ans à venir, ils n'auraient aucun souci pour leur retraite²³.

3.2. L'endettement

Au cours des 30 dernières années notamment, on a opéré un transfert au détriment des pauvres et en faveur des riches. Les premiers dépensent. Les seconds économisent. D'où, un affaiblissement de la demande globale. Aux États-Unis, on a pensé pouvoir résoudre le problème de cet affaiblissement : on a dit à ceux qui n'avaient pas d'argent de continuer à dépenser comme s'ils en avaient. Ils en ont profité un temps. Et s'est formée cette énorme bulle de dette financière qui a permis aux Américains de continuer à dépenser. Le plus riche du monde vivait au-dessus de ses moyens. Aujourd'hui, c'est la panne de ce système où les consommateurs empruntaient toujours plus. L'endettement n'est pas une solution durable à la faiblesse de la demande globale. La bulle de dette financière a du éclater²⁴.

3.3. La productivité du travail

Durant les trois dernières décennies, la croissance économique a été alimentée par la croissance de la productivité du travail, plutôt que par la croissance de l'emploi. Le progrès technique a rendu possible l'utilisation d'un petit nombre de travailleurs hautement qualifiés, avec des niveaux de productivité supérieurs, processus dont les bénéfices se sont traduits par des profits plus élevés et, de façon plus limitée, par des salaires supérieurs pour quelques-uns, tout en laissant de côté le gros de la main-d'œuvre.

Cette croissance sans emplois est le résultat de réformes politiques en faveur d'une plus grande ouverture dans le domaine du commerce, des investissements et de la finance. Une telle vision du monde implique que les marchés extérieurs prennent plus d'importance que les marchés intérieurs, de sorte que les gouvernements cherchent à stimuler la demande par un

22 Joseph STIGLITZ, « Crise mondiale... », *a.c.*, p. 12.

23 *Ibidem*, p. 14.

24 *Ibidem*, p. 8.

excédent à l'exportation plutôt que par la gestion de la demande intérieure, au moyen des politiques budgétaires ou monétaires. De telles politiques peuvent se révéler contre-productives, même pour certains pays qui ont un excédent à l'exportation, si la contraction du marché intérieur surpasse l'explosion des marchés extérieurs, note Deepak Nayyar²⁵.

La productivité du travail avec sa croissance sans emplois, n'est donc pas une solution durable de la crise économique. Tous les pays ne réalisent pas en même temps un excédent à l'exportation. L'excédent d'exportations des uns doit être compensé par un excédent d'importations des autres.

3.4. La stabilité des prix

Au cours des trois dernières décennies, l'objectif des pays industrialisés est passé du plein-emploi à la stabilité des prix, en vertu de la croyance selon laquelle si le pouvoir public assure la stabilité des prix, alors les marchés réaliseront automatiquement le plein-emploi. Cet objectif est aussi d'application dans les pays en développement après leur crise de la dette ou d'autres sortes de déséquilibres macro-économiques, de sorte que la maîtrise de l'inflation et l'élimination des déséquilibres macro-économiques devinrent des objectifs essentiels.

Le présupposé selon lequel le plein-emploi et la croissance économique se matérialiseraient en tant que corollaires a été démenti par l'expérience, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. La politique monétaire ne saurait se réduire à la maîtrise de l'inflation par le taux d'intérêt. Elle est un instrument polyvalent : le volume du crédit comme son prix peuvent se révéler des outils efficaces pour atteindre les objectifs de développement²⁶.

3.5. Les subventions

Selon l'esprit des accords commerciaux internationaux, les droits des douanes et les subventions faussent les échanges. Pourtant, dès le début de la crise économique mondiale de 2008, les pays industriels avancés ont subventionné massivement leurs entreprises, y compris les entreprises financières. Même si l'on peut penser que des règles du jeu équitable ont pu exister, personne ne peut plus prétendre qu'il en est encore ainsi aujourd'hui. Comment une banque, une institution financière ou un producteur d'automobiles d'un pays en développement pourrait-il entrer en concurrence avec leurs homologues des États-Unis qui reçoivent des dizaines des milliards de dollars d'aide²⁷ ?

25 NAYYAR, Deepak, « C'est l'emploi... », p. 385.

26 *Ibidem*, p. 388.

27 Joseph STIGLITZ, « Crise mondiale... », p. 3.

En tout cas il n'y aura pas de reprises solides de l'économie mondiale, tant qu'une partie importante du monde reste affaiblie.

3.6. L'emploi

Pour Deepak Nayyar, l'emploi est le *seul moyen durable* d'éradiquer la pauvreté des gens dont le revenu n'est pas suffisant pour satisfaire leurs besoins de base (se nourrir, s'habiller, se loger, se soigner et s'instruire). Dans les pays pauvres, l'emploi peut entraîner la croissance économique tant du côté de l'offre que du côté de la demande. La poursuite du plein-emploi dans les pays industrialisés et l'expansion de l'emploi dans les économies émergentes peuvent raviver la croissance économique et entraîner la reprise de l'économie mondiale. L'emploi, sous la forme du travail décent²⁸ apportant un revenu suffisant, peut faire beaucoup pour régler les problèmes associés au creusement des inégalités économiques, partout dans le monde²⁹.

L'emploi importe en tant que *moteur de la croissance économique*, explique Deepak Nayyar. La création d'emplois est essentielle, dans la mesure où elle est génératrice de revenus, pour que la croissance économique se transforme en développement au plein sens du terme, c'est-à-dire qui améliore le bien-être de la population. Dans les pays où la pauvreté absolue est générale, des filets de sécurité sociale impliquant des transferts monétaires permanents peuvent tempérer la situation, mais l'emploi, qui fournit des moyens d'existence, représente la seule possibilité durable de réduire et, à terme, d'éradiquer la pauvreté. Tout processus de croissance économique sera favorable aux pauvres, si et seulement si, il crée des emplois qui confèrent des revenus suffisants pour sortir les gens de la pauvreté³⁰.

Le point de vue de Deepak Nayyar est à expliquer à partir de deux paradigmes économiques décrits aujourd'hui ayant généré la crise économique mondiale, l'un du fondamentalisme ou de l'efficacité des marchés, l'autre de la rigidité des salaires l'entravant.

D'après le fondamentalisme, des marchés libres de toutes entraves seraient le meilleur moyen de faire tourner une économie, car les marchés s'ajusteraient d'eux-mêmes. Et la rigidité des salaires soutenue par la protection de l'emploi et les droits des travailleurs, serait une entrave au fonctionnement des marchés efficaces (« Les dysfonctionnements du marché proviennent de la rigidité des salaires »³¹).

28 Lire à ce propos : Charles MAYOLA Mavunza, « La liberté dans la pauvreté ou la richesse dans l'esclavage ? Plaidoyer pour un travail décent », in *Congo-Afrique* (mai 2014), n°485, pp. 313-327.

29 Deepak NAYYAR, « C'est l'emploi... », p. 392.

30 *Ibidem*.

31 Joseph STIGLITZ, « Crise mondiale... », pp. 7-9.

L'idée du fondamentalisme du marché est erronée théoriquement et expérimentalement. Théoriquement, son erreur provient de son modélisme déshumanisé. Le fondamentalisme est en effet, « *fondé sur des individus rationnels, qui formulent des anticipations rationnelles, agissent sur des marchés parfaitement concurrentiels où des entreprises concurrentes opèrent pour réaliser des profits* »³².

Expérimentalement, le fondamentalisme est aujourd'hui désapprouvé même par ses fervents praticiens d'hier, tel Alan Greenspan. Cet ancien Président de la Réserve fédérale des États-Unis, qui est considéré comme le grand prêtre du fondamentalisme, a déclaré : « Je me suis trompé ». Cette leçon, il l'a tirée aux grands frais de tout le monde sur la planète.

Les marchés ne se régulent pas d'eux-mêmes : les autorités publiques ont un rôle important à jouer pour essayer de faire fonctionner l'économie de marché. Les marchés sont au cœur d'une économie qui tourne bien, mais ils n'y suffisent pas par eux-mêmes. Il faut trouver un équilibre entre le rôle des marchés et celui des États. Pour mettre en place des cadres politiques appropriés, il faut comprendre quand les marchés fonctionnent et quand ils ne le font pas, mais aussi quelles sont les limites de l'intervention publique³³.

L'idée erronée du fondamentalisme, combinée avec la plus grande flexibilité des salaires (c'est-à-dire le non-emploi) encouragée par des doctrines sapant la protection de l'emploi et les droits des travailleurs, produit un dysfonctionnement des marchés, tel celui du manque de demande globale : « *Quand les salaires chutent, le revenu des gens chute et leur capacité d'acquérir des produits chute aussi. Le manque de demande globale a été le problème lors de la Grande Dépression, comme il est le problème aujourd'hui*, explique Joseph Stiglitz »³⁴.

Dans le cadre de la doctrine économique du fondamentalisme des marchés, la flexibilité des salaires (c'est-à-dire le non-emploi) résultant de l'amoindrissement de la protection de l'emploi et des droits des travailleurs est donc un facteur créateur des crises économiques. Deepak Nayyar a raison d'insister sur la stratégie de l'emploi en vue de la croissance économique, à la seule condition de l'humanisation des marchés qui sont idéalement autonomisés par le fondamentalisme.

4. La stratégie permanente de lutte de longue durée contre la pauvreté des crises économiques et des inégalités internationales des revenus

C'est par un *choix* idéologique que les dirigeants des pays les plus développés avaient opté pour l'extrême pauvreté à éradiquer dans le cadre des OMD. Ces dirigeants avaient défini au rabais les objectifs de la lutte

³² *Ibidem*, p. 9.

³³ *Ibidem*, p. 10.

³⁴ *Ibidem*.

contre la pauvreté. De l'objectif visant l'éradication totale, ils étaient passés à l'objectif de la réduction de moitié en l'an 2015, uniquement du nombre de personnes « extrêmement pauvres ». Il s'agit d'un scandale mondial de civilisation, que les ODD ont évité. Dans un monde où les inégalités dans le droit à la vie augmentent, au lieu de baisser la barre des objectifs, ils auraient dû la hausser³⁵.

C'est également par un *choix* idéologique que les autorités financières des États-Unis d'Amérique avaient décidé de combler le déficit financier des banques, de 2007, au lieu de celui de la sécurité sociale, compromettant ainsi les retraites des personnes âgées. Si les 700 milliards de dollars américains destinés à éliminer le déficit bancaire, converti en dette publique, avaient servi à combler le déficit de 560 milliards de la sécurité sociale, ces autorités auraient rétabli durablement la santé financière du système de la sécurité sociale de leurs pays, dans l'intérêt des générations à venir. Elles auraient pu dire à tous les retraités que, dans les soixante-quinze ans à venir, ils n'auraient aucun souci à se faire pour leurs retraites, et le Président Barak Obama n'aurait pas dû solliciter la révision de cette sécurité, par manque de fonds³⁶.

Contradictoirement, c'est par absence de *choix* idéologique, c'est-à-dire par irresponsabilité, que les dirigeants africains ne réaliseraient pas les politiques de développement économique. Certaines théories (soutenues entre autres par des mouvements altermondialistes) avancent que les économies des pays africains sont déstabilisées par les importations de produits agricoles subventionnés par les économies occidentales, et que les intérêts de la dette extérieure de ces pays les empêchent de développer des politiques sociales. Cette vision, bien qu'apportant une explication à un grand nombre de situations, tend parfois à occulter la responsabilité des gouvernements locaux dans leurs politiques de développement économique³⁷.

Parler de *choix* en matière de gestion financière et économique, c'est évoquer la *gouvernance* impliquant l'organisation et la politique économiques. Dans l'économie mondiale, les gens ont les mêmes compétences qu'avant la crise, les équipements et les ressources matérielles sont aussi les mêmes. L'on échoue à mettre en œuvre ces ressources humaines et physiques pour produire. Ce ne sont pas les ressources qui ont disparu. C'est la façon dont on les organise pour créer des emplois et de la valeur. L'on a affaibli les stabilisateurs automatiques en amoindrissant la protection sociale et l'on a déstabilisé l'économie en rendant les salaires plus flexibles au lieu d'assurer la sécurité de l'emploi. L'on a aggravé l'anxiété, ce qui, en temps de crises économiques, accroît le taux d'épargne et réduit la consommation. Toutes

35 Ricardo PETRELA, *Désir d'humanité...*, p. 98.

36 Joseph STIGLITZ, « Crise mondiale... », p. 14.

37 « Inégalité de revenu », *a.c.*, p. 3.

les prétendues réformes ont rendu le système économique moins stable et moins apte à surmonter une tourmente³⁸.

La gouvernance sus-évoquée, dans le cas de la gestion de la crise économique mondiale et des inégalités des revenus entre pays, ne peut être que *mondiale*. Dans une économie intégrée, on ne peut s'attaquer à une crise véritablement mondiale qu'à l'échelle mondiale. Il y a un *hiatus* entre ce qu'il faut faire – agir à l'échelle mondiale – et le lieu des décisions, qui est national. C'est important parce que chaque pays, lorsqu'il prépare un plan de relance, en évalue les bénéfices et les coûts, y compris le coût d'éléments tels que le creusement du déficit public. Quant aux bénéfices, seuls ceux du pays sont considérés, non ceux de l'économie mondiale. Il s'en suit que la relance mondiale sera insuffisante, sauf si elle fait l'objet d'une coordination à l'échelle mondiale³⁹.

La stratégie de la gouvernance mondiale, pour qu'elle ait des effets dans la durée, sera caractérisée par la perspective du développement durable⁴⁰ (*sustainable development* en anglais) du défi écologique qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Ce développement est « *un mode de développement qui a pour but de produire des richesses tout en veillant à réduire les inégalités, mais sans pour autant dégrader l'environnement* »⁴¹. Il s'oppose au modèle occidental de développement, hérité de la révolution industrielle, qui n'est pas généralisable tel quel à l'ensemble de la planète. Ce modèle n'est pas viable et responsable sur le plan environnemental. Il ne permet pas un développement dans la durée. Il épuise les ressources naturelles. Il crée la pénurie des ressources en eaux douces susceptible d'affecter l'agriculture. Il détruit et fragmente les écosystèmes dont les composantes incluent les humains et leur environnement, les plantes et les animaux. Il contribue à la déforestation, à la diminution de la biodiversité, au changement climatique.

Face à la crise écologique et sociale qui se manifeste désormais de manière mondialisée, le développement durable est une réponse de tous les acteurs culturels et sociaux du développement (États, acteurs économiques, société civile). En cela, le développement durable est une gouvernance qui consiste en la participation de tous au processus de *décisions*. Il est de ce fait, une forme de démocratie participative.

38 Joseph STIGLITZ, « Crise mondiale... », p. 11.

39 *Ibidem*, p. 4.

40 Lire à ce propos : Charles MAYOLA Mavunza, « Le développement durable : genèse conceptuelle et présupposé comportemental », in *Congo-Afrique* (février 2017), n°512, pp. 103-117.

41 Wikipedia (L'encyclopédie libre), « Développement durable » (https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable, consulté le 06/11/2015).

Le développement durable est une conception du bien commun développé depuis la fin du 20^e siècle⁴². Il s'appuie sur des nouvelles valeurs universelles de la *responsabilité*, de la participation écologique...

Le philosophe allemand Hans Jonas a le premier théorisé la notion du développement durable dans *Le principe responsabilité* (1979). Selon lui, il y a une obligation d'existence des générations futures, qui pourrait être remise en cause par la forme qu'a prise le développement technique à l'époque contemporaine. Il s'agit, pour les générations présentes, de veiller, non aux droits des générations futures, mais à leur *obligation* d'existence. Veiller à l'obligation des générations futures d'être une humanité véritable est l'obligation fondamentale de tout homme à l'égard de l'avenir de l'humanité, dont dérivent seulement toutes les autres obligations à l'égard des hommes à venir. Le problème du développement durable ne se pose donc pas sous l'angle des droits, mais des obligations et des devoirs⁴³.

Conclusion

Le douzième ODD porte sur la consommation responsable. Cet ODD attend du citoyen du monde qu'il instaure des modes de consommation et de production durables. Pour ce faire, il fera en sorte que, d'ici à 2030, toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires sur le développement durable et sur un style de vie en harmonie avec la nature⁴⁴.

Les considérations de cette réflexion s'adonnent à la vulgarisation scientifique du *développement durable*, tel qu'attendu par les dirigeants mondiaux qui avaient décidé des ODD. Ce développement est une *gouvernance*. Une gouvernance *mondiale* ciblant un objet économique-social s'éclatant en crise économique mondiale et en répartition inégale des revenus entre pays ; une gouvernance *démocratique*, par la participation diverse des acteurs intéressés (États, acteurs économiques et société civile) dans le processus décisionnel ; une gouvernance des *valeurs*, dont celle de la *responsabilité* des générations présentes dans l'*obligation* d'existence des générations futures ; une gouvernance des *équilibres*, entre États et institutions internationales, dans la solution des problèmes mondiaux, comme ceux cruciaux de l'immigration et de la cybercriminalité. ■

42 *Ibidem*, p. 1.

43 *Ibidem*, p. 9.

44 Wikipedia, « Développement durable », *a.c.*